

REGION WALLONNE — WALLONISCHE RÉGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2483

**19 AVRIL 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées**

L'Exécutif,

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987 et du 30 juin 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées et les tableaux y annexés, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989;

Vu les avis de la Commission des Déchets rendus les 24 mai 1988, 7 juin 1988 et 15 février 1990;

Vu les avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. L'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées est complété comme suit :« 10^e Dépôt : stockage provisoire de déchets devant être évacués ou recyclés, qui a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation et pour lesquel un cautionnement est éventuellement fixé par l'autorité compétente, sur proposition du fonctionnaire technique.Le cautionnement visé au 10^e peut être constitué par un tiers aux conditions suivantes :1^e que ce tiers soit un organisme de crédit agissant comme mandataire ou bailleur de fonds de la personne physique ou morale dont le cautionnement est destiné à garantir la bonne exécution des obligations;2^e que le montant du cautionnement soit déposé à la Caisse des dépôts et consignations;3^e qu'en outre, l'organisme de crédit s'engage à cautionner solidairement lesdites obligations.**Art. 2.** L'article 2, paragraphe 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :

1^e Les cimetières d'animaux familiers ou de compagnie.2^e Les remblais de terre de découverte et de résidus issus de l'extraction et de la préparation des produits au sein d'exploitations de mines et carrières, pour autant qu'il s'agisse de déchets visés à l'article 36, paragraphe 1er et qu'ils se trouvent dans le périmètre d'une exploitation en activité et régulièrement autorisée.3^e Les remblais et résidus issus de la valorisation des terrils tels que définis à l'article 1er du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, pour autant qu'ils soient laissés sur le site et qu'ils soient visés à l'article 36, paragraphe 1er du présent arrêté.4^e Les matières enlevées du lit des cours d'eau non navigables du fait de travaux de curage ou de dragage pour autant qu'elles soient laissées le long des berges.5^e Les matières enlevées du lit des cours d'eau navigables du fait de travaux de curage ou de dragage faisant l'objet d'un régime spécifique.6^e Les dépôts visés à l'article 1er, 10^e.7^e Le déversement de matières utilisées pour combler les puits de mines.8^e Les travaux de remblayage et de fondation préalables à une construction ou à une modification du relief du sol qui fait l'objet d'un permis de bâtir au sens de l'article 41, paragraphe 1er, 1^e et 2^e, du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ou aux travaux qui sont définis à l'article 192, du même code et qui, dès lors, ne nécessitent pas de permis de bâtir, pour autant que ces travaux soient effectués au moyen de déchets visés à l'article 36, paragraphe 1er du présent arrêté et pour autant que cette opération ne s'effectue pas sur un site faisant ou ayant fait l'objet d'un permis d'extraction ou d'exploitation de minière et carrière.Les travaux visés au 8^e doivent être préalablement notifiés au Service de Gestion des déchets, ainsi qu'à celui de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire. Une copie du permis de bâtir éventuellement requis est jointe à cette notification. Les travaux de construction doivent avoir commencé dans les six mois qui suivent le début des travaux de remblayage. Le fonctionnaire technique peut toutefois prolonger ce délai de trois mois. ***Art. 3.** A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :1^e le paragraphe 1er, 5^e, est remplacé par la disposition suivante :« 5^e lorsque le demandeur est une personne morale constituée sous forme de société, le nom et le prénom des administrateurs et gérants ainsi qu'une copie de l'acte de constitution, les modifications éventuelles et les trois derniers bilans. »2^e le paragraphe 1er est complété par la disposition suivante :« 15^e le cas échéant, la copie du contrat de location conclu par le demandeur, à l'exclusion des montants. »3^e le paragraphe 2, 1^e, e, est remplacé par la disposition suivante :

« e) quatre photos récentes et précises du terrain, prises à partir des directions cardinales, une couverture photographique aérienne et un plan de restitution au départ de celle-ci établissant le niveau topographique à 50 cm près. »

4^e le paragraphe 2, 2^e, e, est remplacé par la disposition suivante :

« e) quatre photos récentes et précises du terrain, prises à partir des directions cardinales, une couverture photographique aérienne et un plan de restitution au départ de celle-ci établissant le niveau topographique à 50 cm près. »

5° le paragraphe 2, 3°, d, est remplacé par la disposition suivante :

« d) quatre photos récentes et précises du terrain, prises à partir des directions cardinales, une couverture photographique aérienne et un plan de restitution au départ de celle-ci établissant le niveau topographique à 50 cm près. Le demandeur peut être dispensé par le fonctionnaire technique de fournir la couverture aérienne et le plan de restitution au départ de celle-ci s'il fournit des documents jugés équivalents par ledit fonctionnaire, et établissant le niveau topographique à 50 cm près. »

6° le paragraphe 2, 4°, est abrogé.

Art. 4. L'article 6, paragraphe 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le dossier complet de la demande, à l'exception toutefois des dispositions tant générales que particulières du contrat d'assurance qui ne sont pas relatives à la seule responsabilité civile découlant de l'exploitation de la décharge, peut être consulté, pendant toute la durée de l'affichage, au lieu de la commune désignée par l'avis et par les annonces diffusées dans la presse. L'administration communale déterminera des jours et heures qui permettent la consultation effective du dossier. »

Art. 5. L'article 8, alinéa 3, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le fonctionnaire technique établit un rapport de synthèse en se basant sur les documents visés au dernier alinéa de l'article 7, alinéa 2, et sur les avis visés au présent article. Il envoie le rapport à la Députation permanente. »

Art. 6. L'article 11, alinéa 1er du même arrêté est complété comme suit :

« ... qui informe les services visés à l'article 8, alinéa 1er, 1° à 4°, du présent arrêté. »

Art. 7. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 13. Le recours est introduit, à peine de nullité, auprès du Ministre, par lettre recommandée dans un délai de vingt jours à compter, selon le cas :

1° du premier jour de l'affichage de la décision;

2° de la notification de la décision;

3° de la date à laquelle la décision est réputée défavorable, à l'expiration du délai visé à l'article 9. »

Art. 8. L'article 15 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15, § 1er. Le Ministre statue par arrêté motivé sur le recours. Il recueille au préalable l'avis du fonctionnaire technique.

À ce besoin, le fonctionnaire technique recueille au préalable l'avis des fonctionnaires visés à l'article 8, alinéa 1er, 1° à 3°, du présent arrêté ainsi que l'avis de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement. Il entend au préalable le requérant et le demandeur de l'autorisation. Il est dressé un procès-verbal de leur audition. Ce procès-verbal est joint à l'avis.

§ 2. A dater de l'expiration du délai de recours, le Ministre dispose de soixante jours pour statuer sur les recours introduits contre les décisions rendues à propos de demandes d'autorisation d'exploiter une décharge de classe 1, 2, 3 ou 5.

S'il n'a pas été statué dans le délai requis, la décision rendue en première instance est censée être confirmée, cela sans nouvelle notification.

Art. 9. A l'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 20 juillet 1987, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 4, 3°, les termes « ou de classe 4 » sont supprimés;

2° au paragraphe 5, les mots « sans respecter les conditions d'exploitation et « l'Office régional wallon des déchets non ménagers » sont remplacés respectivement par les mots « sans imposer le respect des conditions d'exploitation » et « l'Office régional wallon des déchets ».

Art. 10. Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 18bis. L'autorisation fixe également le délai dans lequel la décharge devra être mise en activité. Ce délai ne peut excéder deux ans, sauf dérogation prévue au chapitre III du décret. »

Art. 11. L'article 19 du même arrêté est complété comme suit :

« sous réserve d'en aviser préalablement l'autorité ayant accordé l'autorisation. »

Art. 12. Un article 19bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 19bis. Pendant toute la durée prévisible de l'exploitation et de la réhabilitation, et jusqu'à ce que celle-ci soit constatée et approuvée par le fonctionnaire technique, l'exploitant doit disposer d'un droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphythéose sur le site des décharges pour des décharges de classe 1 et de classe 5, lorsqu'il s'agit d'éliminer des déchets industriels dangereux non toxiques au sens de l'article 34.

Pendant toute la durée prévisible de l'exploitation et de la réhabilitation et jusqu'à ce que celle-ci soit constatée et approuvée par le fonctionnaire technique l'exploitant doit disposer, en classes 2 et 3, d'un droit de propriété, d'usufruit, de superficie ou d'emphythéose sur le site de ces décharges ou en être locataire. »

Art. 13. Dans l'article 20, paragraphe 1er, alinéa 1er, du même arrêté, le mot « installation » est remplacé par le mot « décharge ».

Art. 14. Dans l'article 21, alinéa 2 du même arrêté, le mot « installation » est remplacé par le mot « décharge ».

Art. 15. Dans l'article 23, alinéa 2, du même arrêté, les mots « quarante jours » sont remplacés par les mots « vingt jours ».

Art. 16. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. Après avoir recueilli l'avis du fonctionnaire technique et après avoir entendu le requérant, le Ministre prend une décision motivée. »

Art. 17. L'article 27 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'agrément porte sur l'une des quatre classes prévues à l'article 32, § 1, 1° à 5°, du présent arrêté, étant entendu que :

1° une personne agréée en classe 1 l'est aussi pour les classes 2 et 3;

2° une personne agréée en classe 2 l'est aussi pour la classe 3;

3° une personne agréée en classe 5 l'est uniquement pour le type de déchets concernés. »

Art. 18. A l'article 28 du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 20 juillet 1989, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 1er, 1^o, *d*, les mots « moyens techniques » sont remplacés par les mots « aptitudes techniques »;

2^o le paragraphe 1er, 2^o, *b*, est complété comme suit : « pour l'agrément en qualité d'exploitant de décharge de classe 1, 2 et 3. Le Ministre peut néanmoins déroger à cette condition si la personne morale, demanderesse de l'agrément exploite un établissement soumis soit aux dispositions du titre premier du Règlement général pour la protection du travail, soit au décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, du décret des mines du 7 juillet 1988 ou du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières ».

3^o au paragraphe 2, la phrase introductory est remplacée par la disposition suivante :

« Pour les exploitants de décharges de classe 1 et de classe 5 lorsqu'il s'agit d'éliminer des déchets industriels dangereux non toxiques, au sens de l'article 34, l'agrément est en outre soumis aux conditions suivantes : ... »

Art. 19. A l'article 29 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 2, 1^o, *b*, est remplacé par la disposition suivante :

« *b*) un certificat de bonnes vie et moeurs ou, à défaut d'un tel certificat, tout élément de preuve en tenant lieu. »

2^o le paragraphe 2, 1^o, *c*, est remplacé par la disposition suivante :

« *c*) une note relative aux aptitudes techniques et aux garanties financières dont le demandeur dispose lui-même ou en exécution de contrats conclus en vue d'exploiter une décharge conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, et toutes pièces justificatives à cet égard. »

3^o le paragraphe 2, 2^o, *e*, est remplacé par la disposition suivante :

« *e*) un certificat de bonnes vie et moeurs de la personne ou des personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou, à défaut d'un tel certificat, tout élément de preuve en tenant lieu. »

4^o le paragraphe 4 est complété par les alinéas suivants :

« Le Ministre peut refuser l'agrément notamment lorsque au moins l'un des faits prévus à l'article 30, paragraphe 1er, 3^o, du présent arrêté est constaté. »

Le Ministre revoit sa décision en cas d'acquittement, de non-lieu ou de classement sans suite. »

5^o l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée. Toute décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité de l'exploitant ainsi que la ou les classes de la décharge pour lesquelles l'agrément est accordé. »

Art. 20. Un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 29bis. Toute modification des informations visées à l'article 29 doit être communiquée sans délai au Ministre. »

Art. 21. A l'article 30 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 1er, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Sans préjudice de l'application de l'article 23 du décret, après avoir donné au titulaire d'un agrément la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et éventuellement de régulariser la situation dans un délai déterminé, le Ministre peut, par décision motivée, suspendre ou retirer l'agrément dans les cas suivants :

1. lorsque les conditions fixées à l'article 28 ne sont plus remplies;

2. lorsque l'obligation imposée à l'article 29bis n'a pas été respectée;

3. lorsqu'un procès-verbal constate, à charge du titulaire de l'agrément, les faits suivants :

« *a*) la mise en décharge de déchets toxiques;

« *b*) un déversement de déchets en dehors d'une décharge contrôlée;

« *c*) la mise en décharge dans une décharge de classe 3 ou 2, de déchets qui conformément au présent arrêté, ne peuvent être accueillis que dans une décharge de classe 1;

« *d*) la mise en décharge, dans une décharge de classe 3, de déchets qui, conformément au présent arrêté, ne peuvent être accueillis que dans une décharge de classe 2;

« *e*) le déplacement des bornes prévues à l'article 32, paragraphe 3, sans que le fonctionnaire technique en ait été averti préalablement, par lettre recommandée à la poste et sans que la nouvelle position ait été déterminée par un géomètre-expert assermenté. »

2^o l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Toute décision de suspension ou de retrait d'agrément prise en vertu de l'article 23 du décret ou en vertu des paragraphes 1er et 2 est publiée par extrait au *Moniteur belge*. »

Art. 22. A l'article 32 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 1er, 4^o, est abrogé;

2^o au paragraphe 3, les mots « selon les 3 axes des coordonnées X et Y (Lambert) et Z » sont insérés entre les mots « positionnés » et les mots « par un géomètre-expert ».

Art. 23. A l'article 33 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le paragraphe 1er, 3^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o Les déchets provenant des maisons de repos et de soins, de laboratoires médicaux, dispensaires médicaux, ainsi que des hôpitaux, à l'exclusion des déchets provenant des cuisines centrales et des bâtiments administratifs, pour autant que soit organisée une séparation nette des circuits de collectes des différents types de déchets. »

2^o le paragraphe 1er, 5^o, est remplacé par la disposition suivante :

« 5^o Les déchets provenant de services et soins aux usagers et animaux, véhiculés par transports internationaux, ainsi que provenant de denrées alimentaires véhiculées par ces mêmes transports. »

3^o le paragraphe 1er est complété comme suit :

« 6^o Les déchets industriels non pelletables, sauf dérogation accordée par la Députation permanente, sur avis conforme du fonctionnaire technique. »

Art. 24. A l'article 34 du même arrêté, à l'alinéa 2, la deuxième phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Sans préjudice de cette disposition, le fonctionnaire technique établit quels sont les autres déchets qui doivent être éliminés en classe 1 en se fondant sur la liste-guide visée à l'article 33, paragraphe 2. Cette liste-guide est publiée au *Moniteur belge*. »

Art. 25. A l'article 36, paragraphe 1er du même arrêté, le texte du deuxième tiret est remplacé par le texte suivant :

« Déchets de construction et de démolition de bâtiments à caractère d'habitation à l'exclusion des matières inflammables et putrescibles. »

Art. 26. L'article 37 du même arrêté est abrogé.

Art. 27. L'article 38 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 38. Peuvent être éliminés en décharge de classe 5, des déchets industriels dangereux non toxiques au sens de l'article 34, des déchets industriels au sens de l'article 35, paragraphe 1er, 2^e, des déchets inertes au sens de l'article 36, paragraphe 1er ou considérés inertes par la Députation permanente sur avis conforme du fonctionnaire technique, pour autant que sans préjudice des dispositions de l'article 19bis, les conditions ci-après soient respectées :

1^e la décharge est à l'usage exclusif du producteur de déchets;

2^e les déchets ont des caractéristiques physiques et chimiques bien définies et quasi constantes dans le temps;

3^e la production de ces déchets est liée à un établissement industriel soumis au Règlement général pour la Protection du Travail et visé par la classe 1 de la nomenclature du chapitre II du titre 1er de ce Règlement. »

Art. 28. L'article 51, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'acceptation des déchets ne peut avoir lieu qu'entre 7 heures et 19 heures, sauf dérogation accordée dans l'arrêté d'autorisation sur avis conforme du fonctionnaire technique. »

Art. 29. A l'article 55 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^e le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le registre visé au paragraphe 1er est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 200 pages, et dont le modèle est établi par le Service de Gestion des Déchets. »;

2^e au paragraphe 4, les mots « l'échéance de l'autorisation d'exploiter » sont remplacés par les mots « l'établissement du dernier bordereau annexé au registre. »

Art. 30. Dans l'article 57, paragraphe 1er, du même arrêté, les mots « Ils ne peuvent jamais être déchargés dans l'eau » sont supprimés.

Art. 31. Un article 57bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 57bis. Le déversement de déchets dans l'eau est interdit. »

Art. 32. L'article 82, alinéa 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'acceptation des déchets ne peut avoir lieu qu'entre 7 heures et 19 heures, sauf dérogation accordée dans l'arrêté d'autorisation sur avis conforme du fonctionnaire technique. »

Art. 33. Dans l'article 85, paragraphe 3, alinéa 3 du même arrêté, les mots « l'échéance de l'autorisation d'exploiter » sont remplacés par les mots « l'établissement du dernier bordereau annexé au registre ».

Art. 34. A l'article 86 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^e le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le registre visé au paragraphe 1er est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 200 pages, et dont le modèle est établi par le Service de Gestion des Déchets. »;

2^e au paragraphe 4, les mots « l'échéance de l'autorisation d'exploiter » sont remplacés par les mots « l'établissement du dernier bordereau annexé au registre ».

Art. 35. Dans l'article 88, paragraphe 1er du même arrêté, les mots « Ils ne peuvent jamais être déchargés dans l'eau » sont supprimés.

Art. 36. Un article 88bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 88bis. Le déversement de déchets dans l'eau est interdit. »

Art. 37. Dans l'article 103, paragraphe 1er du même arrêté, les mots « en permanence » sont supprimés.

Art. 38. L'article 104 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 104. Toute décharge doit pouvoir disposer d'un complexe de contrôle à proximité de l'entrée, d'un local à destination de bureau, d'un complexe de service et de sanitaires pour le personnel. »

Art. 39. L'article 110, alinéa 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'acceptation des déchets ne peut avoir lieu qu'entre 7 heures et 19 heures, sauf dérogation accordée dans l'arrêté d'autorisation sur avis conforme du fonctionnaire technique. »

Art. 40. Dans l'article 113, paragraphe 3, alinéa 3 du même arrêté, les mots « l'échéance de l'autorisation d'exploiter » sont remplacés par les mots « l'établissement du dernier bordereau annexé au registre ».

Art. 41. A l'article 114 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^e le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le registre visé au paragraphe 1er est constitué d'un volume relié, dont les pages sont numérotées de façon continue, paraphées et datées par le fonctionnaire chargé de la surveillance, par série de 220 pages, et dont le modèle est établi par le Service de Gestion des Déchets. »;

2^e au paragraphe 4, les mots « l'échéance de l'autorisation d'exploiter » sont remplacés par les mots « l'établissement du dernier bordereau annexé au registre ».

Art. 42. Dans l'article 116 du même arrêté, le signe « § 1er » est supprimé.

Art. 43. Un article 116bis, libellé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 116bis. Le déversement de déchets dans l'eau est interdit, sauf dérogation accordée dans l'acte d'autorisation, sur avis conforme du fonctionnaire technique. »

Art. 44. A l'article 123 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^e le paragraphe 1er est complété par la référence à l'article « 57bis » entre les articles 57 et 58 de la dernière phrase du premier alinéa;

2^e le paragraphe 2 est complété par la référence à l'article « 88bis », entre les articles 88 et 89 de la dernière phrase du premier alinéa.

Art. 45. La section 5 du chapitre IV et l'article 122 du même arrêté sont abrogés.

Art. 46. Les tableaux 3 et 4 repris aux annexes du même arrêté sont abrogés.

Art. 47. Le Ministre ayant la politique des déchets dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

JUSTIFICATION DES POINTS SUR LESQUELS L'EXECUTIF S'ECARTE DE L'AVIS DE LA COMMISSION

1. Article 2, § 2, 2^e:

a) Il n'y a pas lieu de substituer le terme déchet aux remblais de terre et de découverte et de résidus. En effet, l'exclusion du champ d'application de l'arrêté visé à l'article 2, § 2, 2^e, ne concerne pas tous les déchets inertes mais seulement les remblais de terre non contaminée et de découverte ainsi que les résidus visés par cet article.

b) Il n'y a pas lieu d'étendre l'exclusion sur les sites ayant été en activité et qui ne le sont plus. En effet, lorsque l'exploitation est terminée, il n'y a plus de nouveaux remblais de terre de découverte ni de résidus de l'extraction et de la préparation de produits au sein de l'exploitation de mines et carrières.

2. Article 2, § 2, 3^e:

Identité de motif, seuls les remblais et résidus sont visés à l'exclusion des autres déchets inertes.

3. Article 28, § 2:

La classe 5.1. n'étant pas définie explicitement dans l'arrêté, la formulation proposée doit être maintenue.

4. Article 30, § 1er:

Le terme « notamment » proposé par la Commission des déchets n'est pas repris, suivant l'avis du Conseil d'Etat.

Namur, le 19 avril 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 2483

19.APRIL 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über giftige Abfälle;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, abgeändert durch die Dekrete vom 9. April 1987 und vom 30. Juni 1988;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien und der ihm beigefügten Tabellen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989;

Aufgrund der Gutachten der Kommission für Abfälle, abgegeben am 24. Mai 1988, am 7. Juni 1988 und am 15. Februar 1990;

Aufgrund der Gutachten des Staatsrates;

Aufgrund des Vorschlags des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Exekutive :

Artikel 1. Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien wird wie folgt ergänzt :

* 10. Ablagerung : eine Zwischenlagerung von zu beseitigenden oder wiederzuverwertenden Abfällen, die Gegenstand einer Betriebsgenehmigung gewesen ist und für die die zuständige Behörde auf Vorschlag des technischen Beamten eventuell eine Bürgschaft festlegt.

Die in Nr. 10 erwähnte Bürgschaft kann unter folgenden Bedingungen von einer Drittperson geleistet werden :

1. Diese Drittperson muß eine Kreditanstalt sein, die als Bevollmächtigter oder Kreditgeber der natürlichen oder juristischen Person handelt, deren Bürgschaft dazu bestimmt ist, die Erfüllung der Verpflichtungen vollends abzusichern.

2. Der Betrag der Bürgschaft muß bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse hinterlegt werden.
 3. Die Kreditanstalt verpflichtet sich außerdem, für die besagten Verpflichtung eine Solidarbürgschaft zu leisten.

Art. 2. Artikel 2, Paragraph 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 2. In den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen nicht:

1. die Friedhöfe für Haus- oder Gesellschaftstiere;

2. die Aufschüttungen von freigelegter Erde und von Rückständen aus der Gewinnung und Verarbeitung von Produkten im Rahmen der Betreibung von Bergwerken und Steinbrüchen, insofern es sich um in Artikel 36, § 1, erwähnte Abfälle handelt und insofern sie sich im Umkreis eines tätigen und ordnungsgemäß zugelassenen Betriebs befinden;

3. die Aufschüttungen und Rückstände aus der Erschließung der Halden, so wie sie in Artikel 1 des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden definiert sind, sofern sie auf dem Gelände liegenbleiben und in Artikel 36, § 1, des vorliegenden Erlasses erwähnt sind;

4. die Stoffe, die infolge von Säuberungs- oder Ausbaggerungsarbeiten von Bett der nicht schiffbaren Wasserläufe entfernt werden, sofern sie längs der Ufer liegengelassen werden;

5. die Stoffe, die infolge von Säuberungs- oder Ausbaggerungsarbeiten vom Bett der schiffbaren Wasserläufe entfernt werden und Gegenstand einer spezifischen Regelung sind;

6. die in Artikel 1, Nr. 10 erwähnten Ablagerungen;

7. die Abladung von Stoffen, die für das Auffüllen der Bergwerksschächte verwendet werden;

8. die Aufschüttungsarbeiten und die Fundamentierung, die einem Bau oder einer Reliefaenderung, der bzw. die Gegenstand einer Baugenehmigung im Sinne von Artikel 41, Paragraph 1, Nr. 1 und Nr. 2 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches ist, oder Arbeiten vorangehen, die in Artikel 193 desselben Gesetzbuches bestimmt sind und also keine Baugenehmigung erfordern, insofern diese Arbeiten anhand von in Artikel 36, § 1, des vorliegenden Erlasses erwähnten Abfällen erfolgen und insofern diese Arbeiten nicht auf einem Gelände erfolgen, das Gegenstand einer Genehmigung zur Förderung von Kohle und Steine bzw. zur Betreibung von Tagebauen und Steinbrüchen ist oder gewesen ist.

Die in Nr. 8 erwähnten Arbeiten müssen vorher der Dienststelle für Abfallbehandlung sowie der Dienststelle* für Städtebau und Raumordnung gemeldet werden. Eine Kopie der eventuell erforderlichen Baugenehmigung wird dieser Mitteilung hinzugefügt. Die Bauarbeiten müssen innerhalb der sechs Monate angefangen werden, die dem Beginn der Aufschüttungsarbeiten folgen. Der technische Beamten kann diese Frist jedoch um drei Monate verlängern. »

Art. 3. Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1, Nr. 5 wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« 5. wenn der Antragsteller eine juristische Person ist, die die Rechtsform einer Gesellschaft hat, Namen und Vornamen der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Geschäftsführer sowie eine Kopie der Gründungsurkunde, etwaige Änderungen und die drei neuesten Bilanzen. »

2. Paragraph 1 wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

« 15. gegebenenfalls die Kopie des vom Antragsteller abgeschlossenen Mietvertrags, ohne Angabe der Beträge. »

3. Paragraph 2, Nr. 1, Lit. e, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« e) vier kürzlich genommene und genaue Fotos des Geländes, die aus den Himmelsrichtungen aufgenommen wurden, eine Luftaufnahme und einen davon ausgehenden Auswertungsplan, der die topografische Höhenlage auf 50 cm genau bestimmt. »

4. Paragraph 2, Nr. 2, Lit. e wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« e) vier kürzlich genommene und genaue Fotos des Geländes, die aus den Himmelsrichtungen aufgenommen wurden, eine Luftaufnahme und einen davon ausgehenden Auswertungsplan, der die topografische Höhenlage auf 50 cm genau bestimmt. »

5. Paragraph 2, Nr. 3, Lit. d wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« d) vier kürzlich genommene und genaue Fotos des Geländes, die aus den Himmelsrichtungen aufgenommen wurden, eine Luftaufnahme und einen davon ausgehenden Auswertungsplan, der die topografische Höhenlage auf 50 cm genau bestimmt. Der technische Beamte kann dem Antragsteller erlassen, die Luftaufnahme und den davon ausgehenden Auswertungsplan vorzulegen, falls er Unterlagen vorlegt, die der besagte Beamte für gleichwertig hält und die die topografische Höhenlage auf 50 cm genau bestimmen. »

6. Paragraph 2, Nr. 4 wird aufgehoben.

Art. 4. § 4 von Artikel 6 des Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 4. Während der ganzen Dauer der Bekanntmachung kann die vollständige Akte über den Antrag — jedoch mit Ausnahme der sowohl allgemeinen als auch besonderen Bestimmungen des Versicherungsvertrags, die sich nicht auf die einzige zivilrechtliche Haftung beziehen, welche sich aus dem Betreiben der Deponie ergibt — am Ort der Gemeinde eingesehen werden, der in der Mitteilung und in den Anzeigen der Zeitungen bestimmt wird.

Die Gemeindeverwaltung bestimmt Tage und Uhrzeiten für die effektive Einsicht in die Akte. »

Art. 5. Artikel 6, Absatz 3, desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ersetzt:

« Der technische Beamte erstellt einen zusammenfassenden Bericht, indem er sich auf die im letzten Absatz von Artikel 7, Absatz 2 erwähnten Unterlagen und auf die im vorliegenden Artikel erwähnten Gutachten stützt. Er leitet den Bericht an den Ständigen Ausschuß weiter. »

Art. 6. Artikel 11, Absatz 1, desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

« ..., der die in Artikel 8, Absatz 1, Nrn. 1 bis 4 vorliegenden Erlasses erwähnten Dienststellen verständigt. »

Art. 7. Artikel 13 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 13. Der Einspruch muß innerhalb zwanzig Tagen per Einschreiben beim Minister eingereicht werden, anderfalls ist er ungültig; diese Frist gilt je nach Fall:

1. ab dem ersten Tag, an dem die Bekanntmachung des Beschlusses ausgehändiggt wird;

2. ab der Notifizierung des Beschlusses;

3. ab dem Tag, an dem der Beschuß bei Ablauf der in Artikel 9 erwähnten Frist als ungünstig angesehen wird. »

Art. 8. Artikel 15 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 15. § 1. Der Minister befindet durch einen mit Gründen versehenen Erlaß über den Einspruch. Vorher holt er das Gutachten des technischen Beamten ein. »

Wenn nötig, holt der technische Beamte vorher das Gutachten der in Artikel 8, Absatz 1, Nrn. 1 bis 3 vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten sowie das Gutachten der Abteilung für Raumordnung und Städtebau der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens ein. Vorher hört er den Beschwerdeführer und den Antragsteller an. Es wird ein Protokoll über ihre Sitzung aufgesetzt. Dieses Protokoll wird dem Gutachten beigefügt.

§ 2. Ab Ablauf der Frist für die Einreichung der Einsprüche verfügt der Minister über sechzig Tage, um über die Einsprüche gegen die Beschlüsse, die über die Anträge auf Genehmigung zur Betreibung einer Deponie der Klasse 1, 2, 3 oder 5 gefasst worden sind, zu befinden.

Falls innerhalb der erforderlichen Frist keine Entscheidung getroffen worden ist, gilt der in erster Instanz gefasste Beschuß als bestätigt, und zwar ohne neue Notifizierung.

Art. 9. Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 20. Juli 1988, wird wie folgt abgeändert:

1. In Paragraph 4, Nr. 3, werden die Wörter « oder der Klasse 4 » gestrichen.

2. In Paragraph 5 werden die Wörter « ohne Einhaltung der Betriebsbedingungen » und « des Wallonischen Regionalamtes für Industrieabfälle » jeweils durch die Wörter « ohne Auferlegung der Einhaltung der Betriebsbedingungen » und « der Dienststelle der Wallonischen Region für Abfälle » ersetzt.

Art. 10. Ein Artikel 18bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

« Artikel 18bis: Die Genehmigung legt ebenfalls die Frist fest, in der die Deponie in Betrieb genommen werden muß.

Diese Frist darf zwei Jahre nicht überschreiten, außer im Fall einer in Kapitel III des Dekrets vorgesehenen Abweichung. »

Art. 11. Artikel 19 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

« Die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, muß jedoch vorher darüber unterrichtet werden. »

Art. 12. Ein wie folgt abgefaßter Artikel 19bis wird in denselben Erlass eingefügt:

« Artikel 19bis: Für Deponien der Klasse 1 und der Klasse 5, in denen ungiftige gefährliche Industrieabfälle im Sinne von Artikel 34 beseitigt werden, muß der Betreiber während der gesamten voraussichtlichen Dauer der Betreibung und der Sanierung und bis der technische Beamte diese festgestellt und genehmigt hat, über ein Eigentums-, Nutznießungs-, Bau- oder Erbbaurecht am Gelände der Deponien verfügen.

Für Deponien der Klassen 2 und 3 muß der Betreiber während der gesamten voraussichtlichen Dauer der Betreibung und der Sanierung und bis der technische Beamte diese festgestellt und genehmigt hat, über ein Eigentums-, Nutznießungs-, Bau- oder Erbbaurecht am Gelände dieser Deponien verfügen oder Mieter dieser Deponien sein. »

Art. 13. In Artikel 20, Paragraph 1, Absatz 1, desselben Erlasses wird das Wort « Anlage » durch das Wort « Deponie » ersetzt.

Art. 14. In Artikel 21, Absatz 2, desselben Erlasses wird das Wort « Anlage » durch das Wort « Deponie » ersetzt.

Art. 15. In Artikel 23, Absatz 2, desselben Erlasses werden die Wörter « vierzig Tagen » durch die Wörter « zwanzig Tagen » ersetzt.

Art. 16. Artikel 24, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 24: Nach Einholung des Gutachtens des technischen Beamten und nach Anhörung des Beschwerdeführers faßt der Minister einen mit Gründen versehenen Beschuß. »

Art. 17. Artikel 27, desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

« Die Zulassung betrifft eine der vier in Artikel 32, § 1, Nrn. 1 bis 5, des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Klassen, wobei:

1. eine Person, die für Klasse 1 zugelassen ist, es auch für die Klassen 2 und 3 ist;
2. eine Person, die für Klasse 2 zugelassen ist, es auch für Klasse 3 ist;
3. eine Person, die für Klasse 5 zugelassen ist, es nur für die betreffenden Abfälle ist. »

Art. 18. Artikel 28 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 20. Juli 1989, wird wie folgt abgeändert:

1. In Paragraph 1, Nr. 1, Lit. d werden die Wörter « technischen Mittel » durch die Wörter « technischen Fähigkeiten » ersetzt.

2. Paragraph 1, Nr. 2, Lit. b wird wie folgt ergänzt:

« für die Zulassung als Betreiber einer Deponie der Klasse 1, 2 und 3. Der Minister kann jedoch von dieser Bedingung abweichen, wenn die juristische Person, die die Zulassung beantragt, eine Einrichtung betreibt, die entweder den Bestimmungen von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung oder dem Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, dem Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben oder dem Dekret vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche unterliegt. »

3. In Paragraph 2 wird der Einleitungssatz durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Für die Betreiber von Deponien der Klasse 1 und der Klasse 5, in denen ungiftige gefährliche Industrieabfälle im Sinne von Artikel 34 beseitigt werden, unterliegt die Zulassung außerdem noch den folgenden Bedingungen: ... »

Art. 19. Artikel 29, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 2, Nr. 1, Lit. b wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« b) ein Leumundszeugnis oder, in Ermangelung eines solchen Zeugnisses, jeden Nachweis, der dieses ersetzt. »

2. Paragraph 2, Nr. 1, Lit. c wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« c) eine Notiz bezüglich der technischen Fähigkeiten und finanziellen Garantien, über die der Antragsteller selbst oder in Ausführung von Verträgen verfügt, um eine Deponie gemäß den Bestimmungen des Dekrets und seiner Durchführungserlaß zu betreiben, sowie alle diesbezüglichen Belege. »

3. Paragraph 2, Nr. 2, Lit. e, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« e) ein Leumundszeugnis der Person(en), die für die Gesellschaft Verpflichtungen eingehen darf (dürfen), oder, in Ermangelung eines solchen Zeugnisses, jeden Nachweis, der dieses ersetzt. »

4. Paragraph 4 wird durch folgende Absätze ergänzt:

« Der Minister kann die Zulassung verweigern, insbesondere wenn mindestens eine der in Artikel 30, § 1 Nr. 3, vorliegenden Erlasses vorgesehenen Tatsachen festgestellt wird. »

Bei einem Freispruch, einer Einstellung der Strafverfolgung bzw. des Strafverfahrens revidiert der Minister seinen Beschlüsse.

3. Artikel 29 wird durch den wie folgt abgefassten § 5 ergänzt:

« § 5. Der Beschlüsse wird dem Antragsteller per Einschreiben notifiziert. Jeder Zulassungsbeschlüsse wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. Dieser Auszug erwähnt die Identität des Betreibers sowie die Klasse(n) der Deponie, für die die Zulassung erteilt wird. »

Art. 20. Ein wie folgt abgefasster Artikel 29bis wird in denselben Erlass eingefügt:

« Artikel 29bis: Jede Änderung der in Artikel 29 erwähnten Informationen muß dem Minister unverzüglich mitgeteilt werden. »

Art. 21. Artikel 30, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 23 des Dekrets kann der Minister die Zulassung durch einen mit Gründen versehenen Beschlüsse in den folgenden Fällen zeitweilig aufheben oder zurückziehen, nachdem dem Inhaber der Zulassung die Möglichkeit gegeben worden ist, innerhalb einer bestimmten Frist seine Verteidigungsmittel vorzubringen und eventuell die Lage in Ordnung zu bringen:

1o wenn die in Artikel 28 festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2o wenn die in Artikel 29bis auferlegte Verpflichtung nicht eingehalten worden ist;

3o wenn ein Protokoll zu Lasten des Inhabers der Zulassung die folgenden Tatsachen feststellt:

a) die Ablagerung von giftigen Abfällen;

b) eine Abladung von Abfällen außerhalb einer überwachten Deponie;

c) die Ablagerung von Abfällen in einer Deponie der Klasse 3 oder 2, obwohl sie gemäß dem vorliegenden Erlass nur in einer Deponie der Klasse 1 angenommen werden dürfen;

d) die Ablagerung von Abfällen in einer Deponie der Klasse 3, obwohl sie gemäß dem vorliegenden Erlass nur in einer Deponie der Klasse 2 angenommen werden dürfen;

e) die Verlegung der in Artikel 32, § 3, vorgesehenen Grenzsteine, ohne daß der technische Beamte vorher per Einschreiben benachrichtigt und die neue Lage von einem vereidigten Vermessingenieur festgestellt worden ist. »

2. Der Artikel wird durch einen wie folgt abgefassten Paragraphen 3 ergänzt:

« § 3. Jeder Beschlüsse zur zeitweiligen Aufhebung oder zur Zurückziehung der Zulassung, der aufgrund von Artikel 23 des Dekrets oder aufgrund der Paragraphen 1 und 2 gefaßt wird, wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. »

Art. 22. Artikel 32, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1, Nr. 4, wird aufgehoben.

2. In Paragraph 3 werden die Wörter « gemäß den 3 koordinierten Achsen X, Y (Lambert) und Z » zwischen die Wörter « Grenzsteine, die » und « von einem vereidigten Landvermesser » eingefügt.

Art. 23. Artikel 33, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1, Nr. 3, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 3. die Abfälle aus Alters- und Pflegeheimen, medizinischen Laboratorien, Krankenbehandlungsstellen sowie aus Krankenhäusern; dies gilt nicht für die Abfälle aus den Zentralküchen und den Verwaltungsgebäuden, insofern eine getrennte Sammlung der verschiedenen Abfallarten organisiert wird. »

2. Paragraph 1, Nr. 5, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 5. Die Abfälle aus Dienst- und Pflegeleistungen zugunsten von Benutzern und Tieren, die per internationale Transporte befördert werden, sowie die Abfälle aus Nahrungsmitteln, die durch dieselben Transporte befördert werden. »

3. Paragraph 1 wird wie folgt ergänzt:

« 6. die nichtschaufelbaren Industrieabfälle, außer bei einer vom Ständigen Ausschuß nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten erteilten Abweichung. »

Art. 24. In Artikel 34, Absatz 2, desselben Erlasses wird der zweite Satz durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Unbeschadet dieser Bestimmung bestimmt der technische Beamte, welche anderen Abfälle in Deponien der Klasse 1 beseitigt werden müssen, indem er sich auf die in Artikel 33, Paragraph 2, erwähnte Richtliste stützt. Diese Richtliste wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht. »

Art. 25. In Artikel 36, Paragraph 1, desselben Erlasses wird der Text des zweiten Absatzes durch folgenden Text ersetzt:

« Bauschutt und Abbruchabfälle von Wohngebäuden, mit Ausnahme der brennbaren und verwestlichen Stoffe. »

Art. 26. Artikel 37, desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 27. Artikel 38, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 38 : Ungiftige gefährliche Industrieabfälle im Sinne von Artikel 34, Industrieabfälle im Sinne von Artikel 35, § 1, Nr. 2, inerte Abfälle im Sinne von Artikel 36, § 1, oder Abfälle, die vom Ständigen Ausschuß nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten für inert gehalten werden, können in Deponien der Klasse 3 beseitigt werden, sofern unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 19bis die nachstehenden Bedingungen erfüllt sind :

1. die Deponie wird ausschließlich vom Erzeuger der Abfälle benutzt;

2. die Abfälle weisen ganz bestimmte physikalische und chemische Eigenschaften auf, die über lange Zeiträume fast gleichbleibend sind;

3. die Erzeugung dieser Abfälle ist mit einem Industrieunternehmen verbunden, das der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung unterliegt und in Klasse 1 der Nomenklatur von Kapitel II, Titel 1, dieser Ordnung erwähnt ist. »

Art. 28. Artikel 51, Absatz 1, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Annahme der Abfälle darf nur zwischen 7 und 19 Uhr erfolgen, es sei denn, es wird nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten im Genehmigungserlaß eine Abweichung gewährt. »

Art. 29. Artikel 55, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Das in Paragraph 1 erwähnte Register ist ein gebundenes Band mit durchgehend nummerierten Seiten, die von dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten in Serien von 200 Seiten abgezeichnet und datiert werden. Das Muster dieses Registers wird von der Dienststelle für Abfallbehandlung bestimmt. »

2. In Paragraph 4 werden die Wörter « Ablauf der Betriebsgenehmigung » durch die Wörter « Aufstellung des letzten Begleitscheins, der dem Register beigelegt wird » ersetzt.

Art. 30. In Artikel 57, Paragraph 1, desselben Erlasses werden die Wörter « Sie dürfen niemals im Wasser abgeladen werden » gestrichen.

Art. 31. Ein Artikel 57bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Artikel 57bis: Es ist verboten, Abfälle in Wasser einzuleiten. »

Artikel 32. Artikel 82, Absatz 1, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Annahme der Abfälle darf nur zwischen 7 und 19 Uhr erfolgen, es sei denn, es wird nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten im Genehmigungserlaß eine Abweichung gewährt. »

Art. 33. In Artikel 85, Paragraph 3, Absatz 3, desselben Erlasses werden die Wörter « Ablauf der Betriebsgenehmigung » durch die Wörter « Aufstellung des letzten Begleitscheins, der dem Register beigelegt wird » ersetzt.

Art. 34. Artikel 86, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Das in Paragraph 1 erwähnte Register ist ein gebundenes Band mit durchgehend nummerierten Seiten, die von dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten in Serien von 200 Seiten abgezeichnet und datiert werden. Das Muster dieses Registers wird von der Dienststelle für Abfallbehandlung bestimmt. »

2. In Paragraph 4 werden die Wörter « Ablauf der Betriebsgenehmigung » durch die Wörter « Aufstellung des letzten Begleitscheins, der dem Register beigelegt wird » ersetzt.

Art. 35. In artikel 88, Paragraph 1, desselben Erlasses werden die Wörter « Sie dürfen niemals im Wasser abgeladen werden » gestrichen.

Art. 36. Ein Artikel 88bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Artikel 88bis: Es ist verboten, Abfälle in Wasser einzuleiten. »

Art. 37. In Artikel 103, § 1, desselben Erlasses wird das Wort « ständig » gestrichen.

Art. 38. Artikel 104, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Artikel 104: Jede Deponie muß über einen Kontrollkomplex in unmittelbarer Nähe des Eingangs, einen Raum, der als Büro bestimmt ist, einen Dienstleistungskomplex und sanitäre Einrichtungen für das Personal verfügen. »

Art. 39. Artikel 110, Absatz 1, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Annahme der Abfälle darf nur zwischen 7 und 19 Uhr erfolgen, es sei denn, es wird nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten im Genehmigungserlaß eine Abweichung gewährt. »

Art. 40. In Artikel 113, Paragraph 3, Absatz 3, desselben Erlasses werden die Wörter « Ablauf der Betriebsgenehmigung » durch die Wörter « Aufstellung des letzten Begleitscheins, der dem Register beigelegt wird » ersetzt.

Art. 41. Artikel 114, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Das in Paragraph 1 erwähnte Register ist ein gebundenes Band mit durchgehend nummerierten Seiten, die von dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten in Serien von 200 Seiten abgezeichnet und datiert werden. Das Muster dieses Registers wird von der Dienststelle für Abfallbehandlung bestimmt. »

2. In Paragraph 4 werden die Wörter « Ablauf der Betriebsgenehmigung » durch die Wörter « Aufstellung des letzten Begleitscheins, der dem Register beigelegt wird » ersetzt.

Art. 42. In Artikel 116, desselben Erlasses wird das Zeichen « § 1 » gestrichen.

Art. 43. Ein Artikel 116bis mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlaß eingefügt:

« Artikel 116bis: Die Abladung von Abfällen im Wasser ist verboten, es sei denn, es wird nach gleichlautendem Gutachten des technischen Beamten in der Genehmigungsurkunde eine Abweichung gewährt. »

Art. 44. Artikel 123, desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1 wird durch den Hinweis auf Artikel « 57bis » zwischen den Artikeln 57 und 58 des letzten Satzes von Absatz 1 ergänzt.

2. Paragraph 2 wird durch den Hinweis auf Artikel « 88bis » zwischen den Artikeln 88 und 89 des letzten Satzes von Absatz 1 ergänzt.

Art. 45. Abschnitt 5 von Kapitel IV und Artikel 122, desselben Erlasses werden aufgehoben.

Art. 46. Die Tabellen 3 und 4, die in den Anlagen zu demselben Erlaß stehen, werden aufgehoben.

Art. 47. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, am 19. April 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

**RECHTFERTIGUNG DER PUNKTE,
IN DENEN DIE EXEKUTIVE VOM GUTACHTEN DER KOMMISSION ABWEICHT**

1. Artikel 2, § 2, Nr. 2:

a) Es gibt keinen Grund, die Aufschüttungen von freigelegter Erde und von Rückständen durch den Begriff « Abfall » zu ersetzen. Der in Artikel 2, § 2, 2^o erwähnte Ausschluß vom Anwendungsbereich des Erlasses betrifft nämlich nicht alle inerten Abfälle, sondern nur die Aufschüttungen von nicht verseuchter freigelegter Erde sowie die in diesem Artikel erwähnten Rückstände.

b) Es gibt keinen Grund, den Ausschluß auf die Gelände auszudehnen, die benutzt worden sind und nicht mehr benutzt werden. Wenn die Betreibung beendet ist, gibt es nämlich weder neue Aufschüttungen von freigelegter Erde noch Rückstände aus der Gewinnung und Verarbeitung von Produkten im Rahmen der Betreibung von Bergwerken und Steinbrüchen.

2. Artikel 2, § 2, Nr. 3:

gleicher Grund, nur die Aufschüttungen und Rückstände sind gemeint, mit Ausnahme der anderen inerten Abfälle.

3. Artikel 28, § 2:

Da Klasse 5.1. im Erlaß nicht klar definiert ist, muß die vorgeschlagene Formulierung aufrechterhalten werden.

Artikel 30, § 1:

Das Wort « insbesondere », das von der Kommission für Abfälle vorgeschlagen worden ist, wird aufgrund des Gutachtens des Staatsrates nicht übernommen.

Namur, am 19. April 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 2483

**19 APRIL 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987
met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen**

De Executieve,

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op giftige afvalstoffen;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985, met betrekking tot de afvalstoffen, gewijzigd bij de decreten bij de decreten van 9 april 1987 en 30 juni 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen en op de bijgevoegde tabellen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989;

Gelet op de adviezen die de Afvalstoffencommissie op 24 mei 1988, 7 juni 1988 en 15 februari 1990 heeft kenbaar gemaakt;

Gelet op de adviezen van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 met betrekking tot de gecontroleerde stortplaatsen wordt aangevuld als volgt :

« 10^o Stortplaats : voorlopige opslag van te ontruimen of te recycleren afvalstoffen, die het voorwerp van een exploitatievergunning is geweest en waarvoor eventueel een borgtocht, op voorstel van de technische ambtenaar, door de bevoegde overheid wordt vastgesteld.

De onder punt 10^o bedoelde borgtocht kan onder volgende voorwaarden door een derde worden gesteld :

1^o die derde moet een kredietinstelling zijn die optreedt als gevollmachtigde of als geldschieter voor de natuurlijke of rechtspersoon wiens borgstelling voor de goede uitvoering van de verplichtingen dient te zorgen;

2^o het bedrag van de borgtocht dient bij de Deposito- en Consignatiekas te worden gestort;

3^o de kredietinstelling moet zich bovendien verbinden om als hoofdelijke waarborg voor voorname verplichtingen op te treden.

Art. 2. Artikel 2, paragraaf 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Vallen buiten het toepassingsgebied van onderhavig besluit :

1^o de begraafplaatsen van huis en gezelschapsdieren;

2^o de ophoging van afgegeven steenlagen en van resten van de ontginning en de bereiding van produkten in mijnen en steengroeven, voor zover het in artikel 36, paragraaf 1, bedoelde afvalstoffen betreft en deze ophoging zich binnen de omtrek van een in gebruik zijnde en toegestane ontginning bevindt;

3^o de ophogingen en resten voortkomend uit de valorisatie van de steenbergen zoals bepaald in artikel 1 van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen, voor zover zij op het terrein worden gelaten en in artikel 36, paragraaf 1, van onderhavig besluit vermeld worden;

4^o de stoxien door middel van reinigings- of baggerwerken uit de bedding van onbevaarbare waterlopen weggehaald, voor zover zij langs de oevers worden gelaten;

5^o de stoffen weggehaald door middel van reinigings- of baggerwerken die onder een specifiek stelsel vallen;

6^o de in artikel 1, 10^o, bedoelde stortplaatsen;

7^o het storten van stoffen die gebruikt worden om mijnschachten op te vullen (te dichten);

8^o de ophogings- en funderingswerken voorafgaand aan een bouw of aan een wijziging van het reliëf van de bodem die het voorwerp is van een bouwvergunning in de zin van artikel 41, paragraaf 1, 1^o en 2^o, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening en Stedebouw of aan werken zoals bepaald in artikel 192 van hetzelfde Wetboek en waarvoor derhalve geen bouwvergunning vereist wordt, voor zover die werken uitgevoerd worden door middel van afvalstoffen bedoeld in artikel 36, paragraaf 1, van onderhavig besluit en voor zover die handeling niet wordt uitgevoerd op een terrein dat het voorwerp is of geweest is van een vergunning betreffende de delving of de ontgraving van mijnen en steengroeven.

De onder punt 8^o bedoelde werken dienen eerst te worden betekend aan de Dienst voor het Beheer van Afvalstoffen, als ook aan die voor Stedebouw en Ruimtelijke Ordening. Een kopie van de eventueel vereiste bouwvergunning wordt bij die betrekking gevoegd. De bouwwerken dienen te hebben aangevangen binnen de zes maanden na het begin van de ophogingswerken. De technische ambtenaar kan die termijn van drie maanden echter verlengen.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1^o paragraaf 1, 5^o, wordt vervangen door volgende bepaling:

« 5^o indien de aanvrager een rechtspersoon is in de vorm van een maatschappij, de namen en voornamen van de bestuurder en van het leidinggevend personeel evenals een kopie van de oprichtingsakte, de eventuele wijzigingen en de laatste drie balansen. »

2^o paragraaf 1 wordt aangevuld met volgende bepaling:

« 15^o zonodig, de kopie van het door de aanvrager afgesloten huurecontract, met uitsluiting van de bedragen. »

3^o paragraaf 2, 1^o, e, wordt vervangen door volgende bepaling:

« e) vier recente en nauwkeurige foto's van het terrein, genomen vanuit de vier windstreken, een fotografische luchtdrukking en een uitwerkingsplan vanaf deze laatste waarbij het topografisch niveau op 50 cm na kan worden vastgesteld. »

4^o paragraaf 2, 2^o, e, wordt vervangen door volgende bepaling:

« e) vier recente en nauwkeurige foto's van het terrein, genomen vanuit de vier windstreken, een fotografische luchtdrukking en een uitwerkingsplan vanaf deze laatste waarbij het topografisch niveau op 50 cm na kan worden vastgesteld. »

5^o paragraaf 2, 3^o, d, wordt vervangen door volgende bepaling:

« d) vier recente en nauwkeurige foto's van het terrein, genomen vanuit de vier windstreken, een fotografische luchtdrukking en een uitwerkingsplan vanaf deze laatste waarbij het topografisch niveau op 50 cm na kan worden vastgesteld. »

De technische ambtenaar kan de aanvrager vrijstellen van het verschaffen van de luchtdrukking en het uitwerkingsplan vanaf deze laatste, indien hij door vooroemde ambtenaar gelijkwaardig geacht documenten voorlegt, waarbij het topografisch niveau op 50 cm na kan worden vastgesteld. »

6^o paragraaf 2, 4^o, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 6, paragraaf 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:

« § 4. Het volledig dossier van de aanvraag, met uitzondering echter van de algemene en bijzondere bepalingen van het verzekeringsscontract die niet enkel op de uit de exploitatie van de stortplaats voortvloeiende burgerlijke aansprakelijkheid betrekking hebben, kan tijdens de gehele periode van de bekendmaking geraadpleegd worden op de plaats vermeld op de aanplakbiljetten en in de berichtgevingen in de pers. De gemeentelijke overheid zal de dagen en de uren bepalen waarop het dossier kan geraadpleegd worden. »

Art. 5. Artikel 8, lid 3, van hetzelfde besluit wordt door volgend lid vervangen:

« De technische ambtenaar stelt een samenvattend verslag op, op basis van de documenten bedoeld in het laatste lid van artikel 7, lid 2, en van de in onderhavig artikel bedoelde adviezen. Hij stuurt het verslag naar de bestendige deputatie. »

Art. 6. Artikel 11, lid 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt:

« ... die de in artikel 8, lid 1, 1^o tot 4^o, van onderhavig besluit bedoelde diensten inlicht. »

Art. 7. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:

« Artikel 13. Het beroep wordt, op straffe van nietigheid, bij de Minister in een aangetekend schrijven binnen de twintig dagen ingediend, naargelang het geval te rekenen vanaf:

1^o de eerste dag van het aanplakken van de uitspraak;

2^o de betrekking van de uitspraak;

3^o de datum waarop de uitspraak ongunstig geacht wordt te zijn, na het verstrijken van de in artikel 9 bedoelde termijn. »

Art. 8. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:

« Artikel 15. § 1. De Minister doet een uitspraak over het beroep bij gemotiveerd besluit. Hij zal eerst het advies van de technische ambtenaar inwinnen.

Desnoeds wint de technische ambtenaar eerst het advies in van de in artikel 8, lid 1, 1^o tot 3^o, van onderhavig besluit bedoelde ambtenaren als ook het advies van de Afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw. Hij verhoort eerst de eiser en de vergunningsaanvrager. Er wordt proces-verbaal van hun verhoor opgemaakt. Dit proces-verbaal wordt bij het advies gevoegd.

§ 2. Vanaf het vervallen van de beroepstermijn beschikt de Minister over zestig dagen om uitspraak te doen over beroepen ingediend tegen beslissingen aangaande vergunningsaanvragen met het oog op de exploitatie van een stortplaats van klasse 1, 2, 3 of 5.

Indien binnen de vereiste termijn geen uitspraak werd gedaan, wordt de in eerste instantie uitgesproken beslissing zonder nieuwe betrekking als bevestigd beschouwd.

Art. 9. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 20 juli 1987, wordt gewijzigd als volgt:

1^o in paragraaf 4, 3^o, worden de bewoordingen « of van klasse 4 » geschrapt;

2^o in paragraaf 5 worden de bewoordingen « die niet voldoet aan de exploitatievoorraarden » en « de Waalse Gewestelijke Dienst voor Niet-Huishoudelijke Afvalstoffen » respectievelijk vervangen door de bewoordingen « zonder de naleving van de exploitatievoorraarden op te leggen » en « de Waalse Gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen ». »

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een als volgt opgesteld artikel 18bis ingelast:
« Artikel 18bis. De vergunning stelt eveneens de termijn vast waarin de stortplaats in werking dient te worden gesteld.

Die termijn mag niet langer zijn dan twee jaar, behalve afwijking voorzien in hoofdstuk III van het decreet. »

Art. 11. Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt:
« onder voorbehoud dat de overheid die de vergunning heeft toegestaan, er eerst van op de hoogte wordt gesteld. »

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een als volgt opgesteld artikel 19bis ingelast:
« Artikel 19bis. Tijdens de gehele voorzienbare duur van de exploitatie en van de rehabilitatie (renovering), en totdat deze door de technische ambtenaar wordt vastgesteld en goedgekeurd, dient de exploitant over een eigendomsrecht te beschikken als ook over het recht op vruchtgebruik, oppervlakte of erfpacht op het terrein van de stortplaatsen voor stortplaatsen van klasse 1 en van klasse 5, wanneer het gaat om het verwijderen van gevaarlijke, niet giftige, industriële afvalstoffen in de zin van artikel 34. »

Tijdens de gehele voorzienbare duur van de exploitatie en de rehabilitatie en totdat deze door de technische ambtenaar wordt vastgesteld en goedgekeurd, dient de exploitant in klassen 2 en 3 over een eigendomsrecht te beschikken als ook over het recht op vruchtgebruik, oppervlakte of erfpacht op het terrein van die stortplaatsen of er huurer van te zijn. »

Art. 13. In artikel 20, paragraaf 1, lid 1, van hetzelfde besluit wordt het woord « inrichting » door het woord « stortplaats » vervangen.

Art. 14. In artikel 21, lid 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « inrichting » door het woord « stortplaats » vervangen.

Art. 15. In artikel 23, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « veertig dagen » door de woorden « twintig dagen » vervangen.

Art. 16. Artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:
« Artikel 24. Nadat hij het advies van de technische ambtenaar heeft ingewonnen en de eiser heeft gehoord, neemt de Minister een gemotiveerde beslissing. »

Art. 17. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt door volgend lid vervangen:
« De erkenning betreft één van de vier klassen voorzien in artikel 32, § 1, 1^o tot 5^o van onderhavig besluit, op voorwaarde dat :

1^o een voor klasse 1 erkende persoon het ook voor klassen 2 en 3 is;

2^o een voor klasse 2 erkende persoon het ook voor klasse 3 is;

3^o een voor klasse 5 erkende persoon het enkel voor het bewuste type afvalstoffen is. »

Art. 18. Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 20 juli 1989, wordt gewijzigd als volgt:

1^o paragraaf 1, 1^o, d, worden de woorden « technische middelen » door de woorden « technische geschiktheseden » vervangen;

2^o paragraaf 1, 2^o, b, wordt aangevuld als volgt: « voor de erkenning als exploitant van een stortplaats van klasse 1, 2 en 3. De Minister kan evenwel van die voorwaarde afwijken indien de rechtspersoon, aanvrager van de erkenning, een instelling uitbaat (exploiteert) die onderworpen is, hetzij aan de bepalingen van titel I van het Algemeen Reglement voor de Bescherming van de Arbeid, hetzij aan het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van de steenbergen, aan het decreet van 7 juli 1988 betreffende de mijnen en aan het decreet van 27 oktober 1988 betreffende de steengroeven ». »

3^o in paragraaf 2 wordt de inleidende zin vervangen door volgende bepaling:

« Indien het gaat om de verwijdering van de gevaarlijke, niet giftige industriële afvalstoffen in de zin van artikel 34, wordt de erkenning voor de exploitanten van stortplaatsen van klasse 1 en klasse 5 bovendien aan volgende voorwaarden onderworpen : ... »

Art. 19. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1^o paragraaf 2, 1^o, b, wordt vervangen door volgende bepaling:

b) een bewijs van goed gedrag en zeden of, bij gebrek aan een dergelijk bewijs, ieder gelijkwaardig bewijsstuk. »

2^o paragraaf 2, 1^o, c, wordt vervangen door volgende bepaling:

« c) een nota betreffende de technische geschiktheseden en de geldelijke garanties waarover de aanvrager zelf beschikt of in uitvoering van afgesloten contracten met het oog op de exploitatie van een stortplaats overeenkomstig de bepalingen van het decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, en alle bewijsstukken hieromtrent. »

3^o paragraaf 2, 2^o, e, wordt vervangen door volgende bepaling:

« e) een bewijs van goed gedrag en zeden van de persoon of de personen gevolmachtigd om de maatschappij te verbinden of, bij gebrek aan een dergelijk bewijs, ieder gelijkwaardig bewijsstuk. »

4^o paragraaf 4 wordt aangevuld met volgende leden:

« De Minister kan de erkenning weigeren met name wanneer tenminste één van de in artikel 30, § 1, 3^o, van onderhavig besluit bedoelde feiten wordt vastgesteld. »

De Minister herziet zijn beslissing in geval van vrijspraak, ontslag van rechtsvervolging of sepositie. »

5^o het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, opgesteld als volgt:

« 5. De beslissing wordt bij aangetekend schrijven aan de aanvrager betekend. Iedere beslissing tot erkenning wordt per uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. Dat uittreksel vermeldt de identiteit van de exploitant als ook de klasse(n) van de stortplaats waarvoor de erkenning is toegekend. »

Art. 20. Een als volgt opgesteld artikel 29bis wordt in hetzelfde besluit ingelast:

« Artikel 29bis. Elke wijziging van de in artikel 29 bedoelde inlichtingen dient zonder vertraging aan de Minister te worden meegeleid. »

Art. 21. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1º Onverminderd de toepassing van artikel 23 van het decreet, na de houder van een erkenning de mogelijkheid te hebben gegeven om zijn verdedigingsmiddelen te doen gelden en de toestand binnen een bepaalde termijn eventueel te regulariseren, kan de Minister, bij gemotiveerde beslissing, de erkenning in volgende gevallen opschorten of intrekken :

1. wanneer er niet langer aan de in artikel 28 bepaalde voorwaarden wordt voldaan;

2. wanneer de in artikel 29bis opgelegde verplichting niet wordt nageleefd;

3. wanneer in een proces-verbaal volgende feiten ten laste van de houder van de erkenning opgetekend worden :

a) het storten van giftige afvalstoffen;

b) het storten van afvalstoffen buiten een gecontroleerde stortplaats;

c) het storten, in een stortplaats van klasse 3 of 2, van afvalstoffen die overeenkomstig onderhavig besluit slechts door een stortplaats van klasse 1 mogen opgenomen worden;

d) het storten, in een stortplaats van klasse 3, van afvalstoffen die overeenkomstig onderhavig besluit slechts door een stortplaats van klasse 2 mogen opgenomen worden;

e) het verplaatsen van de hoekpalen voorzien in artikel 32, § 3, zonder dat de technische ambtenaar hiervan bij aangeteekend schrijven eerst op de hoogte werd gebracht en zonder dat de nieuwe positie van de palen door een beëdigd meetkundig schatser bepaald werd. »

2º het artikel wordt door een als volgt opgesteld paragraaf 3 aangevuld :

« § 3. Elkke beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning, genomen krachtens artikel 23 van het decreet of krachtens paragrafen 1 en 2, wordt per uitreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 22. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1, 4º, is opgeheven;

2° in paragraaf 3 worden de woorden « volgens de drie assen van de coördinaten X, Y, (Lambert) en Z » tussen de woorden « geplaatst » en « door een beëdigd meetkundig schatser » ingelast.

Art. 23. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1° paragraaf 1, 3º, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 3º afvalstoffen afkomstig van rust- en verplegingshuizen, medische laboratoria, medische consultatiebureaus als ook van ziekenhuizen, behalve de afvalstoffen afkomstig van de centrale keukens en de administratieve gebouwen, voor zover de ophaaldiensten van de verschillende soorten afvalstoffen duidelijk onderscheid worden. »

2º paragraaf 1, 5º, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 5º afvalstoffen afkomstig van diensten en verzorging ten behoeve van per internationaal transport vervoerde gebruikers en dieren, alsook afkomstig van door datzelfde type transport vervoerde levensmiddelen. »

3º paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

« 6º niet opscheppbare industriële afvalstoffen, behalve afwijking toegekend door de bestendige deputatie, op eensluidend advies van de technische ambtenaar. »

Art. 24. In artikel 34, lid 2, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin vervangen door volgende bepaling :

« Onverminderd deze bepaling bepaalt de technische ambtenaar de overige in klasse I te verwijderen afvalstoffen op basis van de in artikel 33, § 2, bedoelde lijst. Deze lijst wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 25. In artikel 36, § 1, van hetzelfde besluit wordt de tekst van het tweede koppelteken vervangen door volgende bepaling :

« afvalstoffen afkomstig van het bouwen en het slopen van voor woning bestemde gebouwen, met uitzondering van ontvlambare of bederfelijke stoffen. »

Art. 26. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 38. Niet giftige gevaarlijke industriële afvalstoffen in de zin van artikel 34, industriële afvalstoffen in de zin van artikel 35, § 1, 2º, inert afval in de zin van artikel 36.

§ 1, of op eensluidend advies van de technische ambtenaar als inert beschouwd door de bestendige deputatie kunnen in een stortplaats van klasse 5 verwijderd worden, voor zover onverminderd de bepalingen van artikel 19bis voldaan wordt aan volgende voorwaarden :

1º de stortplaats mag alleen door de producent van het afval worden gebruikt;

2º het afval moet goed omschreven fysische, chemische en in de tijd gezien vrijwel onveranderlijke kenmerken hebben;

3º de produktie van die afvalstoffen komt voort uit een bedrijf onderworpen aan het Algemeen Reglement ter Bescherming van de Arbeid en opgenomen onder klasse I van de nomenclatuur van hoofdstuk II van titel I van onderhavig reglement. »

Art. 28. Artikel 51, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende ambtenaar. »

« Afvalstoffen mogen slechts tussen 7 en 19 uur aanvaard worden, behalve afwijking toegekend in het vergunningsbesluit op eensluidend advies van de technische ambtenaar. »

Art. 29. Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

1º paragraaf 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het in § 1 bedoelde register bestaat uit een ingebonden boek waarvan de pagina's doorlopend genummerd zijn, als ook per serie van 200 geparateerd en gedateerd door de met het toezicht belaste ambtenaar en waarvan het model door de Dienst voor het Beheer van Afvalstoffen wordt opgemaakt. »

2º in § 4 worden de woorden « de vervaldag van de exploitatievergunning » vervangen door de woorden « het opmaken van de laatste bij het register gevoegde transportbrief ». »

Art. 30. In artikel 57, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « Ze mogen nooit in water gestort worden », geschrapt.

Art. 31. Een als volgt opgesteld artikel 57bis wordt in hetzelfde besluit ingelast :

« Artikel 57bis. Het is verboden afvalstoffen in het water te storten. »

Art. 32. Artikel 82, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De afvalstoffen mogen slechts tussen 7 en 19 uur aanvaard worden, behalve afwijking toegekend in het vergunningsbesluit op eensluidend advies van de technische ambtenaar. »

Art. 33. In artikel 85, § 3, lid 3, worden de woorden « de vervaldag van de exploitatievergunning » vervangen door de woorden « het opmaken van de laatste bij het register gevoegde transportbrief ».

Art. 34. Artikel 86 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o paragraaf 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het in § 1 bedoeld register bestaat uit een ingebonden boek waarvan de pagina's doorlopend genummerd zijn als ook per serie van 200 geparateerd en gedateerd door de met het toezicht belaste ambtenaar, en waarvan het model door de Dienst voor het Beheer van Afvalstoffen wordt opgemaakt. »

2^o in § 4 worden de woorden « de vervaldag van de exploitatievergunning » vervangen door de woorden « het opmaken van de laatste bij het register gevoegde transportbrief ».

Art. 35. In artikel 88, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « Ze mogen nooit in water gestort worden » geschrapt.

Art. 36. Een als volgt opgesteld artikel 88bis wordt in hetzelfde besluit ingelast :

« Artikel 88bis. Het is verboden afvalstoffen in het water te storten. »

Art. 37. In artikel 103, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « ten allen tijde » geschrapt.

Art. 38. Artikel 104 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Elke stortplaats moet kunnen beschikken over een controlescomplex vlakbij de ingang, een lokaal dat dienst doet als bureau, een dienstcomplex en sanitaire voorzieningen voor het personeel. »

Art. 39. Artikel 110, lid 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« De afvalstoffen mogen slechts tussen 7 en 19 uur aanvaard worden, behalve afwijking toegestaan in het vergunningsbesluit op eensluidend advies van de technische ambtenaar. »

Art. 40. In artikel 113, § 3, lid 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « de vervaldag van de exploitatievergunning » vervangen door de woorden « het opmaken van de laatste bij het register gevoegde transportbrief ».

Art. 41. Artikel 114 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o paragraaf 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het in § 1 bedoeld register bestaat uit een ingebonden boek waarvan de pagina's doorlopend genummerd zijn als ook per serie van 200 geparateerd en gedateerd door de met het toezicht belaste ambtenaar, en waarvan het model door de Dienst voor het Beheer van Afvalstoffen wordt opgemaakt. »

2^o in § 4 worden de woorden « de vervaldag van de exploitatievergunning » vervangen door de woorden « het opmaken van de laatste bij het register gevoegde transportbrief ».

Art. 42. In artikel 116 van hetzelfde besluit wordt het teken « § 1 » geschrapt.

Art. 43. Een als volgt opgesteld artikel 116bis wordt in hetzelfde besluit ingelast :

« Artikel 116bis. Het is verboden afvalstoffen in het water te storten, behalve afwijking toegestaan in de vergunningsakte, op eensluidend advies van de technische ambtenaar. »

Art. 44. Artikel 123 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o paragraaf 1 wordt aangevuld met de verwijzing naar artikel « 57bis » tussen de artikelen 57 en 58 van de laatste zin van het eerste lid;

2^o paragraaf 2 wordt aangevuld met de verwijzing naar artikel « 88bis » tussen de artikelen 88 en 89 van de laatste zin van het eerste lid.

Art. 45. Sectie 5 van hoofdstuk IV en artikel 122 van hetzelfde besluit zijn opgeheven.

Art. 46. De tabellen 3 en 4 opgenomen in de bijlagen van hetzelfde besluit zijn opgeheven.

Art. 47. De Minister die bevoegd is voor het afvalstoffenbeleid, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 19 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

RECHTVAARDIGING VAN DE PUNTEN WAAROP DE EXECUTIEVE VAN HET ADVIES VAN DE COMMISSIE AFWIJKT

1. Artikel 2, § 2, 2^o:

a) De woorden « de ophoging van afgegraven steenlagen en van resten » dienen niet vervangen te worden door het woord « afvalstoffen ». De uitsluiting uit het toepassingsgebied van het in artikel 2, § 2, 2^o, bedoelde besluit betreft immers niet alle inerte afvalstoffen doch enkel de ophoging van niet besmette afgegraven steenlagen als ook de in hetzelfde artikel bedoelde resten.

b) De uitsluiting dient niet te worden toegepast op de terreinen die vroeger in werking waren en het nu niet meer zijn. Wanneer de exploitatie beëindigd is, zijn er immers geen nieuwe ophogingen van afgegraven steenlagen meer noch resten van de ontginning en de bereiding van produkten in mijnen en steengroeven.

2. Artikel 2, § 2, 3^o:

Motiefidentiteit, enkel de ophogingen en de resten worden bedoeld met uitsluiting van de andere inerte afvalstoffen.

3. Artikel 28, § 2 :

Aangezien klasse 5.1. niet uitdrukkelijk in het besluit bepaald is, dient de voorgestelde formulering te worden behouden.

Artikel 30, § 1 :

De door de Commissie voor afvalstoffen voorgestelde woorden « met name » worden niet opgenomen, volgens het advies van de Raad van State.

Namen, 19 april 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N 90 — 2484

19 JULI 1990. — Ordonnantie houdende bevoegdhedsverklaring van de Administratie van de belasting op de toegevoegde waarde, registratie en domeinen tot het uitvoeren van bepaalde vermoedelijke verrichtingen voor rekening van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107 quater van de Grondwet.

Art. 2. Als het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of een instelling van openbaar nut die ervan afhangt voor het uitvoeren van vermoedelijke verrichtingen, met inbegrip van de invordering van niet-fiscale schuldborderingen, een beroep doet op de ambtenaren van de Administratie van de belasting op de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, oefenen deze laatsten, in naam en voor rekening van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of de instelling, alle bevoegdheden uit die hun door de wetten en desbetreffende uitvoeringsbesluiten werden verleend met betrekking tot de goederen van de Staat.

Zij moeten tegenover derden niet van een bijzondere lastgeving doen blijken.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 1990.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve
en Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte Besturen
en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud
en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing
van Afgedankte Bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

(1) *Gewone zitting 1989-1990.*

Dokumenten van de Raad — A — 55/1 Ontwerp van ordonnantie. — A — 55/2 Verslag.

Volledig verslag. — Besprekking en goedkeuring. Vergadering van 28 juni 1990.

MINISTÈRE
DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F 90 — 2484

19 JUILLET 1990. — Ordonnance habilitant l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, à réaliser certaines opérations patrimoniales, pour compte de la Région de Bruxelles-Capitale et des organismes d'intérêt public qui en relèvent (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107 quater de la Constitution.

Art. 2. Lorsque la Région de Bruxelles-Capitale ou un organisme d'intérêt public qui en relève fait appel aux fonctionnaires de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines pour la réalisation d'opérations patrimoniales, y compris les expropriations et le recouvrement des créances non fiscales, ceux-ci exercent, au nom et pour compte de la Région de Bruxelles-Capitale ou de l'organisme, toutes les attributions qu'ils assument à l'égard des biens de l'Etat en vertu des lois et arrêtés pris en exécution de celles-ci.

Ils ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1990.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des Sites d'Activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

(1) Session ordinaire 1989-1990.

Document du Conseil. — A — 55/1 Projet d'ordonnance. — A — 55/2 Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 juin 1990.